

POSITIONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE CHÂTEAUBRIANT

1. TERRITOIRES COMPARES

Sont comparées la ville (aire urbaine) de Châteaubriant et les 50 villes (aires urbaines) de l'Ouest, Bretagne et Pays de la Loire réunies.

2. LES FAITS SAILLANTS

Situation démographique et évolution générale sur la période 1990-1999

Pour sa population, l'aire urbaine de Châteaubriant, 22.522 habitants en 1999, occupe le 29^{ème} rang des villes de l'Ouest.

Châteaubriant dispose d'une assez bonne représentation de jeunes, mais également d'une part non négligeable de retraités – comparativement aux autres petites villes du département, Ancenis et Clisson.

Elle connaît une baisse de population particulièrement préoccupante – la plus forte de toutes les villes de l'Ouest. Les départs massifs de jeunes et la stagnation qui lui est très spécifique du nombre des actifs expliquent cette évolution. La croissance des professions intermédiaires et employés est en effet trop limitée pour endiguer la diminution du nombre des exploitants agricoles. La population des cadres notamment sous-représentés n'augmente pas et celle des professions intermédiaires progresse peu dans cette agglomération où employés et ouvriers constituent plus qu'ailleurs le gros de la population salariée.

Fait rare, surtout en Pays de la Loire, le nombre de chômeurs tend à la baisse, cependant que celui des actifs occupés augmente fort peu.

Châteaubriant est bien placée pour le temps partiel et les CDD et, sans être la plus mauvaise, moins bien placée pour celui des diplômés.

L'attractivité de la ville pour les migrants non résidents de la région au recensement précédent demeure faible et enregistre une des plus modestes progressions des villes de l'Ouest toutes tailles confondues.

La base publique est moyenne.

Revenus

De toutes les villes de l'Ouest, toutes tailles confondues, Châteaubriant occupe l'avant-dernière position pour le revenu moyen par foyer fiscal. En outre, seulement cinq d'entre elles situées en Bretagne ainsi qu'une autre dans les Pays de la Loire ont connu une progression inférieure à la sienne au cours des années 90. La période récente semble néanmoins amorcer un redressement.

Emplois salariés privés (UNEDIC)

Dans un tissu économique moins dominé que dans certaines villes homologues par la sphère productive, le rythme d'évolution des emplois a été légèrement en-deçà de la moyenne durant la période de croissance 1994-2001. Par la suite, il a considérablement fléchi au point de devenir négatif sur 2001-2004, seules 7 villes ayant fait moins bien.

Pour autant, la part de l'emploi industriel le plus exposé aux délocalisations est en 2004 moindre ici que dans la plupart des autres villes. En revanche, les activités les plus créatrices d'emplois sur le moyen terme sont quelque peu sous-représentées. Ce fléchissement s'explique largement par une dégradation de l'effet de structure. L'impact des emplois relevant de la MSA sur l'emploi de la ville est modeste.

Migrations domicile – travail

La polarisation exercée sur les actifs résidents par le pôle local est dans la moyenne des petites villes ligériennes. La polarisation exercée sur les actifs résidents par les pôles extérieurs est modeste et surtout n'enregistre pas sur le dernier quart du XX^{ème} siècle la percée qui caractérise entre autres les deux autres petites villes du département.

Tout naturellement, le degré d'ouverture – rayonnement, dépendance – de Châteaubriant sur les autres pôles de l'Ouest traduit un certain isolement.

Entreprises structurantes

Châteaubriant présente en 2003 un tissu (de branches) d'activités diversifié.

Les entreprises locales sont peu nombreuses à « essaimer » et lorsque c'est le cas « essaiment » peu ; les autres villes de l'interrégion, Nantes en tête, en bénéficient dans une certaine mesure. Elles ne pèsent pas assez pour contrebalancer les entrées, mais l'intérêt porté par les entreprises extérieures s'arrête rapidement.

L'ouverture des entreprises castelbriantaises aux capitaux extra-régionaux est par ailleurs faible.

Accessibilité

Bien que l'intensité d'influence des pôles extérieurs de rang supérieur soit moins marquée qu'à Segré, Ancenis et surtout Clisson, Châteaubriant apparaît au 4^{ème} rang des petites villes ligériennes. Ce positionnement est le reflet à la fois d'un éloignement plus important de Nantes (70 km) et de la situation au centre de gravité d'un quadrilatère Nantes – Rennes – Laval - Angers au sein duquel Rennes et Angers ne sont qu'à 60 et 80 km. Ceci étant, malgré ce bon classement, Châteaubriant se situe seulement à 38 sur une échelle graduée de 0 à 100 définissant le degré estimé de dépendance vis-à-vis des pôles de l'Ouest de rang supérieur.

Capacité d'accueil et influence touristique

.Elles sont faibles, rapportées à la taille de l'agglomération.

Appartenance à espace urbain multipolaire

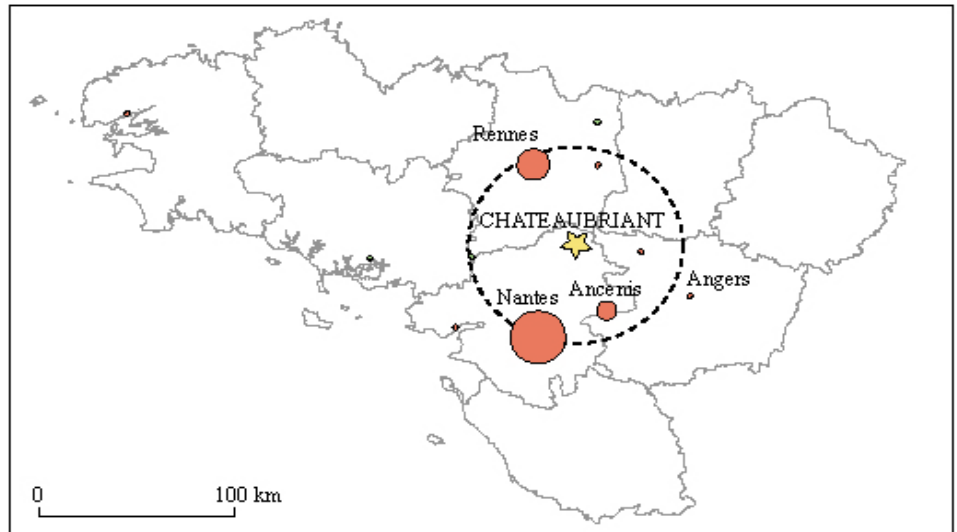
RENNES


3. SYNTHÈSE

- Un tissu économique moins florissant que chez les homologues du département
- Diversité de ce tissu, équilibre relatif entre bases productive et résidentielle
- Importance démographique des villes proches, avec ce que cela sous-tend d'équipements et services : Châteaubriant est à cet égard particulièrement bien placée pour tirer profit des atouts conjugués des quatre villes du quadrilatère au centre duquel elle s'inscrit
- Faiblesse patente et aggravée des revenus, malgré un léger redressement récent
- Manque de cadres, départ des jeunes
- Déficit d'attractivité pour les migrants professionnels comme résidentiels
- Éloignement fût-il relatif des villes de nature à limiter l'avantage de la diversité de l'offre
- Tissu économique vivant en relative autarcie


CHATEAUBRIANT	valeurs propres	rang (50)	valeurs des 50 villes		
			minimum	moyenne	maximum
population totale 1999	22 522	29	8 825	81 409	716 298
part des actifs dans la population totale 1999 (%)	44,2	29	36,6	44,2	49,5
part des retraités dans la population totale 1999 (%)	20,3	28	14,7	20,6	31,0
part des sans activité professionnelle dans la population totale 1999 (%)	35,5	20	29,8	35,1	41,3
taux de croissance annuel de la pop totale 1990-1999 (%)	-0,50	50	-0,50	0,40	1,56
taux de croissance annuel de la pop totale dû aux actifs (%)	0,03	43	-0,12	0,33	0,75
taux de croissance annuel de la pop totale dû aux retraités (%)	0,40	22	0,11	0,40	0,96
taux de croissance annuel de la pop totale dû aux sans activité prof. (%)	-0,93	50	-0,93	-0,33	0,29
part des cadres-prof. intellectuelles supérieures dans la population active totale 1999 (%)	6,0	46	4,9	8,5	16,8
part des professions intermédiaires dans la population active totale 1999 (%)	16,9	46	14,1	20,4	25,3
part des employés dans la population active totale 1999 (%)	27,6	34	22,5	29,1	34,2
part des ouvriers dans la population active totale 1999 (%)	36,5	11	20,7	31,4	46,9
part des non salariés dans la population active occupée en 1999 (%)	15,6	9	8,8	13,3	22,1
part des actifs inoccupés dans la population active en 1999 (%)	10,6	29	6,2	10,9	15,5
taux de croissance annuel de la population active occupée 1990 - 1999	0,17	40	-0,45	0,75	1,73
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à cadres et prof. Interm.	0,12	43	-2,65	0,61	5,04
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à employés	0,24	38	-0,32	0,45	3,34
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à autres CSP	-0,20	23	-8,23	-0,31	2,77
part des titulaires fonction publique dans la population salariée en 1999 (%)	15,4	35	8,0	18,3	28,6
part temps partiel / emploi salarié en 1999 (%)	22,2	14	15,4	20,4	27,2
part CDD / emplois salariés en 1999 (%)	10,0	14	7,5	9,5	13,6
part 15 ans et + sans diplôme/ population en 1999 (%)	16,6	10	7,7	13,4	20,1
part 15 ans et + diplômés BAC + 2 / population en 1999 (%)	3,2	49	3,2	4,6	8,3
% migrants extra - régionaux 1999	7,5	46	6,2	10,8	17,0
revenu moyen en 2004 (€)	14 264	49	14 196	16 092	18 544
taux de croissance annuel du revenu moyen déflaté 1990-1998 (%)	-0,14	43	-0,51	0,22	1,07
taux de croissance annuel du revenu moyen déflaté 1998-2004 (%)	1,53	13	0,22	1,35	3,13
part de la sphère productive dans l'emploi salarié UNEDIC en 2004	55,7	14	14,7	49,8	75,0
part en 2004 de l'emploi salarié UNEDIC affecté à des activités créatrices	58,9	40	42,5	67,4	91,6
part en 2004 de l'emploi industriel salarié UNEDIC le plus exposé aux délocalisations	8,3	39	1,2	21,3	67,4
taux de croissance annuel de l'emploi salarié UNEDIC 1994-2004 (%)	1,73	37	0,18	2,61	5,30
dû à la sphère productive (%)	0,59	35	-0,59	1,33	4,19
non dû à la sphère productive (%)	1,14	27	0,33	1,28	2,63
dû à effet de structure	1,92	39	0,22	2,60	4,42
dû à effet géographique	-0,18	29	-0,58	0,00	1,12
taux de croissance annuel de l'emploi salarié UNEDIC 1994-2001 (%)	2,77	31	0,01	3,26	6,70
taux de croissance annuel de l'emploi salarié UNEDIC 2001-2004 (%)	-0,64	43	-4,16	1,11	5,64
part des emplois MSA en 2003 (%)	2,4	37	0,4	7,0	36,1
importance de l'indicateur de concentration C5/36 (%)	46,2	45	41,7	54,4	80,1
part du CA correspondant aux entreprises CA > 50 M€ (%)	24,3	42	0,0	45,6	92,9
part du CA correspondant aux entreprises à capital major. étranger (%)	10,6	7	0,0	4,0	35,2
distance minimum à une ville de rang supérieur (km)	62	9	9	45	100
indicateur global d'accessibilité aux villes de rang supérieur	428	10	84	359	1125
capacité d'accueil (nombre de lits touristiques)	1757	40	359	19054	164796
Coefficient de présence estimé	95,7	37	93,8	101,7	136,3
taux de croissance annuel de la population active occupée 1975 - 1999	0,05	43	-0,79	0,66	1,86
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à autres aires urbaines de l'Ouest	0,13	41	0,06	0,31	1,03

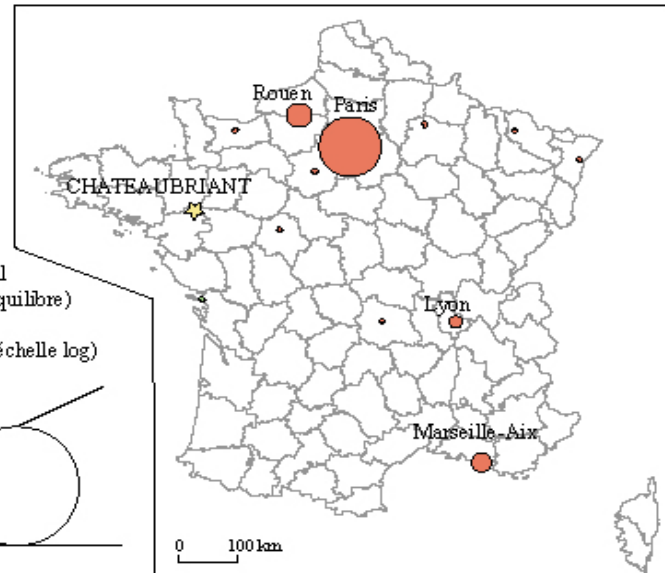
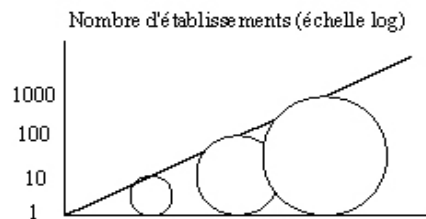
CHATEAUBRIANT: CENTRE URBAIN DE BASE DE LA HIERARCHIE URBAINE



 Distance médiane des établissements de la ville

 Solde positif
 Solde négatif

 Equilibre (nombre total d'établissements de l'équilibre)



Forte dissymétrie classique pour un centre de base :

- Les villes moyennes et grandes implantent des ES dans une logique de marché local
- Les entreprises locales ne pèsent pas assez lourd pour contrebalancer les entrées
- Dans le cas de Châteaubriant, l'intérêt porté par des entreprises extérieures s'arrête très rapidement